

« BIOBAUGES »
SOCIETE COOPERATIVE D'INTERET COLLECTIF
SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE, A CAPITAL VARIABLE
SIEGE : 30 Impasse du Nant d'Orange
Z.A. La Madeleine
73340 Lescheraines
RCS CHAMBERY 508 646 353

STATUTS

PREAMBULE

A) Contexte et historique

L'association Biobauges est créée en 2008 autour d'un projet de territoire par un petit groupe de consommateur·rices et citoyen·nes, animés par l'envie de manger mieux, avec **des produits de qualité, bio et locaux, accessibles à tous, prônant une alimentation meilleure pour la santé et notre environnement.**

En 2021, en relation avec d'autres associations attentives à ce qui touche à l'environnement et la vie sociale, elle rassemble près de 200 adhérents et adhérentes et mobilise environ 70 bénévoles pour ses besoins de fonctionnement. Elle agit et milite pour une agriculture saine et biologique sur le Massif des Bauges en Savoie, zone rurale de moyennes montagnes de 5 000 habitants.

Depuis sa création, le conseil d'administration fonctionne de façon collégiale en gouvernance partagée. Une quinzaine d'administrateur·rices travaillent en commissions dont le périmètre de décision a été défini collectivement (RH, gouvernance, communication, éthique, finances, adhérents...).

Biobauges a créé l'épicerie Croc'Bauges en 2014. C'est à la fois une épicerie biologique, un point de vente pour les producteur·rices locaux (bios ou non) et un lieu d'animation. Croc'Bauges participe à la vie économique locale en soutenant les producteur·rices locaux et en assurant la pérennité d'emplois à l'épicerie.

Le projet de SCIC s'inscrit dans le territoire où nous vivons : sur les plans agricole, économique, environnemental, social et de l'emploi. Acteur de la transition écologique, l'association participe au développement du lien inter-associatif sur le territoire.

B) Finalités du projet de SCIC

Les finalités du projet sont de :

- Contribuer à "rendre accessible" au plus grand nombre, une alimentation saine, locale et responsable, ainsi que tendre à l'autosuffisance alimentaire du massif
- Contribuer à la création d'emplois de qualités et d'activités économiques durables et locales
- Soutenir l'agriculture locale et/ou biologique ainsi que l'économie sociale et solidaire par le développement des liens de compréhension et de travail entre tous les acteur·rices de la filière agricole et alimentaire
- Prendre en compte la notion de Bilan Ecologique Global, rémunérer au juste de prix les producteur·rices
 - Participer à la vie du Massif
 - Organiser des animations sur le territoire et notamment auprès des plus jeunes afin de sensibiliser à l'intérêt d'une alimentation saine
 - Organiser et/ou héberger des ateliers, conférences, formations servant les objets sus-cités

C) Valeurs fondamentales de la Coopérative

- La qualité des produits
- La prééminence de la personne humaine
- La démocratie
- La solidarité
- Une exigence éthique forte, sur la qualité, la provenance et le mode de production des produits
- Un sociétariat multiple ayant pour finalité l'intérêt collectif au-delà de l'intérêt de ses membres
- La non rémunération des parts sociales, et l'impartageabilité des bénéfices
- L'achat auprès de producteur·rices, d'artisans, de transformateur·rices et de grossistes respectant une charte de qualité
- La promotion de l'éco-citoyenneté (sensibilisation à l'éco-consommation...)

En se transformant, l'association devenue SCIC adopte l'identité coopérative et adhère à ses valeurs éthiques fondamentales, notamment celles qui découlent de la « coopération multi-sociétaire » :

- Le pouvoir est organisé, légitimé par des processus démocratiques et les prises de décisions sont transparentes,
- Le respect de la personne humaine et la reconnaissance de la dignité au travail sont prééminents
- La diversité des sociétaires (multi sociétariat) place l'intérêt collectif au-delà de l'intérêt particulier ou catégoriel de ses membres,
- La SCIC est une entreprise indépendante et transmissible uniquement à des sociétaires, elle ne peut être délocalisée,
- Les réserves impartageables de la SCIC permettent la pérennité de la coopérative.

Les membres des différents collèges (salarié·es, les producteur·rices de biens et services, les consomm'acteur·rices, les partenaires institutionnels) s'investissent dans la coopérative pour servir un projet collectif qui dépasse leurs intérêts catégoriels ou particuliers.

De cette manière, les projets autour de la filière alimentaire sont menés dans un esprit d'inter-coopération et non de mécanismes de marché où les plus forts et les plus fortes s'imposent.

TITRE I FORME - DENOMINATION- DUREE - OBJET – SIEGE SOCIAL

Article 1 : Forme

Par acte sous seing privé du 22/07/2008 la société a été créée sous forme d'association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901.

L'assemblée générale extraordinaire tenue le 14 décembre 2021 a opté, dans le cadre de la procédure prévue par l'article 28bis de la loi du 10 septembre 1947, pour la forme de société coopérative d'intérêt collectif par actions simplifiée à capital variable régie par les textes suivants :

- les présents statuts ;
- la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, notamment le Titre II ter portant statut des Scic et le décret n° 2002-241 du 21 février 2002 relatif à la société coopérative d'intérêt collectif ;
- les articles L.231-1 à L.231-8 du Code de commerce applicables aux sociétés à capital variable ;
- le livre II du Code de commerce et particulièrement les dispositions relatives aux sociétés par actions simplifiée ainsi que le décret du 23 mars 1967 sur les sociétés commerciales codifié dans la partie réglementaire du Code de commerce.

Article 2 : Dénomination

La société a pour dénomination : BIOBAUGES

Tous actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots « Société Coopérative d'Intérêt Collectif par Actions Simplifiée à capital variable » ou du signe « Scic SAS à capital variable ».

Article 3 : Durée

La durée de la société est fixée à 99 ans à compter du jour de la déclaration à la préfecture de l'association soit le 21/07/2107 sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Article 4 : Objet

L'intérêt collectif défini en préambule se réalise notamment à travers les activités suivantes :

- Gestion d'un commerce de fruits et légumes, produits laitiers, et autres produits alimentaires et non alimentaires issus de l'agriculture paysanne, favorisant les circuits courts et locaux et privilégiant l'agriculture biologique
- Création de liens entre producteur·rices, transformateur·rices, artisan·es et consommateur·rices
- Sensibilisation et éducation aux modes de production sains, à l'alimentation saine, aux circuits courts et de proximité et à l'éco-consommation, en particulier auprès de personnes éloignées de ces sujets
- Organisation et /ou hébergement d'ateliers, conférences et formations servant les objets sus cités
- Activités de transformation alimentaire et de restauration

Et toutes activités annexes, connexes ou complémentaires s'y rattachant directement ou indirectement, ainsi que toutes opérations civiles, commerciales, industrielles, mobilières, immobilières, de crédit, utiles directement ou indirectement à la réalisation de l'objet social.

L'objet de la Société rend celle-ci éligible aux conventions, agréments et habilitations mentionnées à l'article 19 quinquies de la loi du 10 septembre 1947.

En outre, la société poursuit comme objectif principal la recherche d'une utilité sociale telle que définie à l'article 2 de la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire.

La politique de rémunération de l'entreprise est soumise au respect des deux conditions suivantes :

a) La moyenne des sommes versées, y compris les primes, aux cinq salarié-es ou dirigeant-es les mieux rémunéré-es n'excède pas, au titre de l'année pour un emploi à temps complet, un plafond fixé à sept fois la rémunération annuelle perçue par un salarié à temps complet sur la base de la durée légale du travail et du salaire minimum de croissance, ou du salaire minimum de branche si ce dernier est supérieur ;

b) Les sommes versées, y compris les primes, au salarié-e ou dirigeant-e le mieux rémunéré-e n'excèdent pas, au titre de l'année pour un emploi à temps complet, un plafond fixé à dix fois la rémunération annuelle mentionnée au a).

Article 5 : Siège social

Le siège social est fixé : 30 Impasse du Nant d'Orange - Z.A. La Madeleine -73340 Lescheraines
Il peut être transféré en tout autre lieu par décision des associé-es statuant à la majorité requise pour la modification des statuts.

TITRE II APPORT ET CAPITAL SOCIAL – VARIABILITE DU CAPITAL

Article 6 : Apports et capital social initial

Le capital social initial a été fixé à 3250 euros divisé en 65 parts de 50 euros chacune, non numérotées en raison de la variabilité du capital social et réparties entre les associé-es proportionnellement à leurs apports.

Apports en numéraire

Le capital est réparti entre les différents types d'associé-es de la manière suivante :

Catégorie des salariés

Nom	Prénom	Adresse	Nb de parts	Montant sous-crit (€)
Bajolle	Corinne	165 chemin des Ecoles 73630 La compôte	2	100
Lazzaroni	Sébastien	73630 Doucy en Bauges	2	100
Gonthier	Laura	175 chemin du pont du diable 73340 Bellecombe en bauges	2	100
Cheiney	Angélique	235 route des maîtres de forge 73630 Ecole	2	100

Guet	Cyrille	83 rue du chef-lieu 73630 La Compôte	2	100
Eve	Lucie	2209 Le cimeteret 73340 Aillon Le vieux	2	100
Mattutini	Mélanie	Le sabotier n°2 73340 Aillon Le jeune	2	100
Borczyk	Artur	33 place du vieux Bourg 73630 Le Châtelard	2	100
TOTAL			16	800

Catégorie des Producteurs

Dénomination	Responsables légaux	Adresse	Nb de parts	Montant sous-crit (€)
Ferme du caban	Desbiolles Gwendal, Renaud et sophie	La lavanche 73630 Le chatelard	2	100
les douceurs des bauges	Tuttino Marc	1133 route de Leschaux 74320 leschaux	2	100
Le sens des Alpes	Minois Thierry	325 route de plan violet 73460 St Hélène sur Isère	2	100
La Palette gourmande	Pillet Alain	228 route de st martin 73340 Lescheraines	2	100
Guerraz Ghislaine	Guerraz Ghislaine	768 route des fresses 73340 La Motte en Bauges	2	100
TOTAL			10	500

Catégorie des Consom'acteurs :

Nom	Prénom	Adresse	Nb de parts	montant sous-crit (€)
Sorrel	Marie -Noelle	1650 route de bellecombe 73340 bellecombe en bauges	4	200
Regnaud	Denis	231 rue des écaves 73630 Ecole	2	100
Regnaud	Solange	231 rue des écaves 73630 Ecole	2	100
Doucet	Caroline	235 impasse de gerbioz 73340 La motte en bauges	1	50
Lansigu	Valérie	120 route de st Martin 73340 lescheraines	1	50
Bizet	Pascaline	43 rue de la forge 73340 Bellecombe en bauges	1	50
Chevalier	Brigitte	11 route de la touvière 74320 Leschaux	1	50
Michelin	Hugues	136 rue henri bouvier 73630 le chatelard	1	50
Conte	Aurélie	136 rue henri bouvier 73630 le chatelard	1	50
Gonindard	Frédéric	151 route des fresses 73340 la motte en bauges	4	200
Besson	Françoise	Le perrier 73340 Le Noyer	1	50
Sylvestre	Barbara	106 impasse des labies 73340 Arith	5	250
Sylvestre	Michel	106 impasse des labies 73340 Arith	5	250
TOTAL			29	1450

Catégorie des Partenaires et Institutionnels :

Dénomination	Forme Juridique	Représentant légal	Adresse	Nb de parts	montant sous-crit (€)
GRAP	SCIC SA	Bourgy Camille	3 grande rue des Feuillants 69001 Lyon	10	500
TOTAL				10	500

Soit un total de 3250 euros représentant le montant intégralement libéré des parts.

Article 7 : Variabilité du capital

Le capital est variable. Il peut augmenter à tout moment, soit au moyen de souscriptions nouvelles effectuées par les associé·es, soit par l'admission de nouveaux associé·es .

Toute souscription de parts donne lieu à la signature d'un bulletin de souscription en deux originaux par l'associé·e, l'un lui étant remis.

Le capital peut diminuer à la suite de retraits, perte de la qualité d'associé·e, exclusions, décès et remboursements, dans les cas prévus par la loi et les statuts sous réserve des limites et conditions prévues ci-après.

Article 8 : Capital minimum

Le capital social ne peut être ni inférieur à 812,50 €, ni réduit, du fait de remboursements, au-dessous du quart du capital le plus élevé atteint depuis la constitution de la coopérative.

Par application de l'article 7 de la loi du 10 septembre 1947 modifié par la loi n° 2008-679 du 3 juillet 2008, les coopératives constituées sous forme de sociétés à capital variable régies par les articles L.231-1 et suivants du Code de commerce ne sont pas tenues de fixer dans leurs statuts le montant maximal que peut atteindre leur capital.

Article 9 : Parts sociales

9.1 Valeur nominale et souscription

La valeur des parts sociales est uniforme. Si elle vient à être portée à un chiffre supérieur à celui fixé à l'article 6, il sera procédé au regroupement des parts déjà existantes de façon telle que tous les associé·es demeurent membres de la coopérative.

Aucun·e associé·e n'est tenu de souscrire et libérer plus d'une seule part lors de son admission sous réserve des dispositions de l'article 14.2.

La responsabilité de chaque associé·e ou détenteur·rice de parts est limitée à la valeur des parts qu'il·elle a souscrites ou acquises.

Les parts sociales sont nominatives et indivisibles. La coopérative ne reconnaît qu'un propriétaire pour chacune d'elle.

9.2 Transmission

Les parts sociales ne sont transmissibles à titre gracieux ou onéreux qu'entre associé·es après agrément de la cession par le Conseil Coopératif, nul ne pouvant être associé·e s'il n'a pas été agréé dans les conditions statutairement prévues.

Le décès de l'associé·e personne physique entraîne la perte de la qualité d'associé·e, les parts ne sont, en conséquence, pas transmissibles par décès.

Article 10 : Nouvelles souscriptions

Le capital peut augmenter par toutes souscriptions effectuées par des associé-es qui devront, préalablement à la souscription et à la libération de leurs parts, obtenir l'autorisation du Conseil Coopératif et signer le bulletin cumulatif de souscription en deux originaux.

Article 11 : Annulation des parts

Les parts des associé-es retrayants, ayant perdu la qualité d'associé-e, exclus ou décédés sont annulées. Les sommes qu'elles représentent sont assimilées à des créances ordinaires et remboursées dans les conditions prévues à l'article 17.

Aucun retrait ou annulation de parts ne peut être effectué s'il a pour conséquence de faire descendre le capital social en deçà du seuil prévu à l'article 8.

TITRE III ASSOCIES - ADMISSION – RETRAIT

Article 12 : Associé-es et catégories

12.1 Conditions légales

La loi précise que peut être associé-e d'une société coopérative d'intérêt collectif toute personne physique ou morale qui contribue par tout moyen à l'activité de la coopérative, notamment toute personne productrice de biens ou de services, tout·e salarié·e de la coopérative, toute personne qui bénéficie habituellement, à titre gratuit ou onéreux, des activités de la coopérative, toute personne physique souhaitant participer bénévolement à son activité ou toute personne publique.

La société coopérative d'intérêt collectif comprend au moins trois catégories d'associé-es, parmi lesquelles figurent obligatoirement les personnes qui bénéficient habituellement, à titre gratuit ou onéreux, des activités de la coopérative et les salarié-es ou, en l'absence de personnes salariées au sein de la société, les producteur·rices de biens ou de services de la coopérative.

La troisième catégorie est ouverte et dépend du choix des associé-es étant précisé que si ce choix se porte sur des collectivités territoriales, leurs groupements ou des établissements publics territoriaux, ces derniers pourront détenir ensemble jusqu'à 50 % du capital de la coopérative.

La société répond à ces obligations légales lors de la signature des statuts. Elle mettra tout en œuvre pour la respecter pendant l'existence de la Société.

Si, au cours de l'existence de la société, l'une de ces trois catégories d'associé-es vient à disparaître, la personne qui exerce les fonctions de Président·e devra convoquer l'assemblée générale extraordinaire afin de décider s'il y a lieu de régulariser la situation ou de poursuivre l'activité sous une autre forme coopérative.

12.2 Catégories

Les catégories sont des groupes de sociétaires qui ont un rapport de nature distincte aux activités de la société. Leur rassemblement crée le multi sociétariat qui caractérise la Société. Ces catégories prévoient, le cas échéant, des conditions de candidature, de souscription, d'admission et de perte de qualité d'associé-e pouvant différer.

Les catégories sont exclusives les unes des autres.

La création de nouvelles catégories ainsi que la modification de ces catégories, sont décidées par l'assemblée générale extraordinaire.

Sont définies dans la Société Biobauges, les 4 catégories d'associé-es suivantes :

1. Catégorie des Salarié-es: toute personne liée par un contrat de travail à durée indéterminée avec la coopérative

2. Catégorie des Producteur-rices : tou·tes producteur-rices et transformateur-rices agréés par la Commission pilotage éthique de la coopérative

3. Catégorie des Consom'acteur-rices : toute personne qui apporte son soutien bénévole ou financier à la coopérative

4. Catégorie des Partenaires et institutionnels : Toute personne morale privée ou publique, qui concoure aux finalités de la coopérative

Une associée ou un associé qui souhaiterait changer de catégorie doit adresser sa demande au Conseil Coopératif en indiquant de quelle catégorie il-elle souhaiterait relever. Le Conseil Coopératif est seul compétent pour décider du changement de catégorie.

Article 13 : Candidatures

Peuvent être candidates toutes les personnes physiques ou morales qui entrent dans l'une des catégories définies à l'article 12.2 et respectent les modalités d'admission prévues dans les statuts.

La candidature au sociétariat est obligatoire pour les salarié-es à compter de la signature de leur contrat à durée indéterminée.

L'obligation de candidature devra être expressément mentionnée dans le contrat de travail qui devra comporter les indications suivantes :

- Le statut de coopérative d'intérêt collectif de l'entreprise et l'obligation permanente de comprendre, parmi les associé-es, des salarié-es et des bénéficiaires, à titre habituel, des activités de la coopérative ;
- La remise d'une copie des statuts de la société ;
- Le terme à partir duquel la candidature au sociétariat sera obligatoire ;
- L'acceptation par le·la salarié-e des particularités des statuts et sa décision de présenter sa candidature selon les modalités et dans les délais statutairement fixés ;
- L'engagement de candidature au sociétariat comme condition déterminante de l'embauche dans l'entreprise.

Article 14 : Admission des associé-es

Tout·e nouvel·le associé-e s'engage à souscrire et libérer au moins une part sociale lors de son admission sauf conditions particulières énoncées à l'article 14.2.

14.1 Modalités d'admission

L'admission est régie par les dispositions décrites ci-dessous.

Lorsqu'une personne physique ou morale souhaite devenir associé·e, elle doit présenter sa candidature par courrier simple ou électronique au Président·e qui soumet la candidature au plus prochain Conseil Coopératif.

L'admission d'un·e nouvel·le associé·e est du seul ressort du Conseil Coopératif qui statue à la majorité simple. En cas de rejet de sa candidature, qui n'a pas à être motivé, la candidate ou le candidat peut renouveler celle-ci tous les ans.

La ou les parts sociales souscrites lors de l'admission d'un·e candidat·e au sociétariat doivent être libérées d'un quart au moins au moment de leur souscription, la libération du surplus devant être effectuée dans un délai maximum de cinq ans à partir de la date à laquelle la souscription est devenue définitive.

Le statut d'associé·e prend effet après agrément du Conseil Coopératif sous réserve de la libération de la ou des parts souscrites dans les conditions statutairement prévues.

Le statut d'associé·e confère la qualité de coopérateur·rice. La conjointe ou le conjoint d'un·e associé·e coopérateur·rice n'a pas, en tant que conjoint·e la qualité d'associé·e et n'est donc pas coopérateur·rice. Les mêmes dispositions sont applicables en cas de Pacs.

La candidature au sociétariat emporte acceptation des statuts et du règlement intérieur de la Société.

14.2 Souscriptions initiales

Les souscriptions sont liées à la double qualité de coopérateur·rice et d'associé·e mentionnée à l'article 12.

14.2.1 - Souscriptions des Salarié·es

L'associé·e salarié·e souscrit et libère au moins 2 parts sociales lors de son admission.

14.2.2 - Souscriptions des Producteur·rices

L'associé·e Producteur·rice souscrit et libère au moins 2 parts sociales lors de son admission.

14.2.3 Souscriptions des Consom'acteur·rices

L'associé·e Consom'acteur·rice souscrit et libère au moins 1 part sociale lors de son admission.

14.2.4 Souscriptions des Partenaires et Institutionnels

L'associé·e partenaire et institutionnels souscrit et libère au moins 1 part sociale lors de son admission.

14.3 Modification des montants de souscription des nouveaux associé·es

La modification de ces critères applicable pour les nouveaux associé·es est décidée par l'assemblée des associé·es statuant dans les conditions fixées pour la modification des statuts.

Article 15 : Perte de la qualité d'associé·e

La qualité d'associé·e se perd :

- par la démission de cette qualité, notifiée par écrit au Président·e et qui prend effet immédiatement, sous réserve des dispositions de l'article 11 ;
- par le décès de l'associé·e personne physique ;
- par la décision de liquidation judiciaire de l'associé·e personne morale ;
- par l'exclusion prononcée dans les conditions de l'article 16 ;
- par la perte de plein droit de la qualité d'associé·e .

La perte de qualité d'associé·e intervient de plein droit :

- lorsqu'un associé·e cesse de remplir l'une des conditions requises à l'article 12 ;
- pour l'associé·e salarié·e à la date de la cessation de son contrat de travail, quelle que soit la cause de la rupture de son contrat. Néanmoins, si elle ou il souhaite rester associé·e et dès lors qu'il remplit les conditions de l'article 12, la·le salarié·e pourra demander un changement de catégorie d'associé·es au Conseil Coopératif seul compétent pour décider du changement de catégorie et qui devra se prononcer avant la fin du préavis ;
- pour toute association loi 1901 n'ayant plus aucune activité ;
- lorsqu'un associé·e qui n'a pas été présent ou représenté à 2 assemblées générales ordinaires annuelles consécutives n'est ni présent, ni représenté lors de l'assemblée générale ordinaire suivante, soit la 3^{ème}, le Conseil Coopératif devra avertir l'associé·e en cause des conséquences de son absence au plus tard lors de l'envoi de la convocation à cette assemblée générale ordinaire. Cet avertissement sera communiqué par courrier simple ou électronique avec avis de réception. Sous réserve de cette information préalable, la perte de la qualité d'associé·e intervient dès la clôture de l'assemblée.

Dans tous les cas, la perte de plein droit de la qualité d'associé·e est constatée par le Conseil Coopératif qui en informe les intéressé·es par courrier simple ou électronique avec avis de réception.

Les dispositions ci-dessus ne font pas échec à celles de l'article 8 relatives au capital minimum.

Lors de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice, le Conseil Coopératif communique un état complet du sociétariat indiquant notamment le nombre des associé·es de chaque catégorie ayant perdu la qualité d'associé·e.

Article 16 : Exclusion

L'assemblée des associé·es statuant dans les conditions fixées pour la modification des statuts, peut toujours exclure un·e associé·e qui aura causé un préjudice matériel ou moral à la société. Le fait qui entraîne l'exclusion est constaté par le Conseil Coopératif qui est habilité à demander toutes justifications à l'intéressé·e.

Une convocation spécifique doit être préalablement adressée à l'intéressé·e afin qu'elle·il puisse présenter sa défense. L'absence de l'associé·e lors de l'assemblée est sans effet sur la délibération de l'assemblée. L'assemblée apprécie librement l'existence du préjudice.

La perte de la qualité d'associé-e intervient dans ce cas à la date de l'assemblée qui a prononcé l'exclusion.

Article 17 : Remboursement des parts des anciens associé-es et remboursements partiels des associé-es

17.1 Montant des sommes à rembourser

Le montant du capital à rembourser aux associé-es dans les cas prévus aux articles 15 et 16, est arrêté à la date de clôture de l'exercice au cours duquel la perte de la qualité d'associé-e est devenue définitive ou au cours duquel l'associé-e a demandé un remboursement partiel de son capital social.

Les associé-es n'ont droit qu'au remboursement du montant nominal de leurs parts, sous déduction des pertes éventuelles apparaissant à la clôture de l'exercice.

Pour le calcul de la valeur de remboursement de la part sociale, il est convenu que les pertes s'imputent prioritairement sur les réserves statutaires.

17.2 Pertes survenant dans le délai de 5 ans

S'il survenait dans un délai de cinq années suivant la perte de la qualité d'associé-e, des pertes se rapportant aux exercices durant lesquels l'intéressé-e était associé-e de la coopérative, la valeur du capital à rembourser serait diminuée proportionnellement à ces pertes. Au cas où tout ou partie des parts de l'ancien-ne associé-e auraient déjà été remboursées, la coopérative serait en droit d'exiger le reversement du trop-perçu.

17.3 Ordre chronologique des remboursements et suspension des remboursements

Les remboursements ont lieu dans l'ordre chronologique où ont été enregistrées les pertes de la qualité d'associé-e ou la demande de remboursement partiel.

Ils ne peuvent avoir pour effet de réduire le capital à un montant inférieur au minimum prévu à l'article 8. Dans ce cas, l'annulation et le remboursement des parts ne sont effectués qu'à concurrence de souscriptions nouvelles permettant de maintenir le capital au moins à ce minimum.

17.4 Délai de remboursement

Les ancien·nes associé-es et leurs ayants droit ne peuvent exiger, avant un délai de 5 ans, le règlement des sommes leur restant dues sur le remboursement de leurs parts, sauf décision de remboursement anticipé prise par le Conseil Coopératif. Le délai est précompté à compter de la date de la perte de la qualité d'associé-e ou de la demande de remboursement partiel.

Le montant dû aux ancien·nes associé-es ou aux associé-es ayant demandé un remboursement partiel peut porter intérêt à un taux fixé par le Conseil Coopératif.

17.5 Remboursements partiels demandés par les associé-es

La demande de remboursement partiel est faite auprès du Président-e par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou remise en main propre contre décharge.

Les remboursements partiels sont soumis à autorisation préalable du Conseil Coopératif.

Ils ne peuvent concerner que la part de capital excédant le minimum statutaire de souscription prévu à l'article 14.2 des présents statuts.

TITRE IV COLLEGES DE VOTE
--

Article 18 : Définition et modifications des collèges de vote

Les collèges de vote ne sont pas des instances titulaires de droits particuliers ou conférant des droits particuliers à leurs membres. Sans exonérer du principe un associé-e = une voix, ils permettent de comptabiliser le résultat des votes en assemblée générale en pondérant le résultat de chaque vote en fonction de l'effectif ou de l'engagement des coopérateurs. Ils permettent ainsi de maintenir l'équilibre entre les groupes d'associé-e ·es et la garantie de la gestion démocratique au sein de la coopérative.

Les membres des collèges peuvent se réunir aussi souvent qu'ils le souhaitent pour échanger sur des questions propres à leur collège. Ces échanges ne constituent pas des assemblées au sens des dispositions du Code de commerce, et les frais de ces réunions ne sont pas pris en charge par la société. Les délibérations qui pourraient y être prises n'engagent, à ce titre, ni la société, ni ses mandataires sociaux, ni les associé-es .

18.1 Définition et composition

Il est défini 4 collèges de vote au sein de la Société. Leurs droits de vote et composition sont les suivants :

Nom collège	Composition du collège de vote	Droit de vote
Collège Salarié-es	Catégorie Salarié-es	35 %
Collège Producteur·rices	Catégorie Producteur·rices	20 %
Collège Consom'acteur.rices	Catégorie Consom'acteur.rices	35 %
Collège D Partenaires et institutionnels	Catégorie Partenaires et institutionnels	10 %

Lors des assemblées générales des associé-es, pour déterminer si la résolution est adoptée par l'assemblée, les résultats des délibérations sont totalisés par collèges de vote auxquels sont appliqués les coefficients ci-dessus avec **la règle de la majorité**.

Il suffit d'un seul membre pour donner naissance, de plein droit, à l'un des collèges mentionné ci-dessus.

Ces collèges ne sont pas préfigurés par les catégories et peuvent être constitués sur des bases différentes.

Chaque associé·e relève d'un seul collège de vote. En cas d'affectation possible à plusieurs collèges de vote, c'est le Conseil Coopératif qui décide de l'affectation d'un·e associé·e.

Un·e associé·e qui cesse de relever d'un collège de vote mais remplit les conditions d'appartenance à un autre peut demander son transfert par écrit au Conseil Coopératif qui accepte ou rejette la demande et informe l'assemblée générale de sa décision.

18.2 Défaut d'un ou plusieurs collèges de vote

Lors de la constitution de la société, si un ou deux des collèges de vote cités ci-dessus ne comprennent aucun·e associé·e, ou si au cours de l'existence de la société des collèges de vote venaient à disparaître sans que leur nombre ne puisse descendre en dessous de 3, les droits de vote correspondants seront répartis de façon égalitaire entre les autres collèges restants, sans pouvoir porter le nombre de voix d'un collège à plus de 50 %.

Si, au cours de l'existence de la société, le nombre de collèges de vote descendait en dessous de 3, la pondération des voix prévue à l'article 18.1 ne s'appliquerait plus aux décisions de l'assemblée générale.

Comme indiqué ci-dessus, il suffit d'un·e seul·e membre pour donner ou redonner naissance, de plein droit, à l'un des collèges de vote mentionné ci-dessus.

18.3 Modification du nombre, de la composition des collèges de vote ou de la répartition des droits de vote

La modification de la composition des collèges ou du nombre de collèges de vote peut être proposée par le Conseil Coopératif à l'assemblée générale extraordinaire.

Une demande de modification peut également être émise par des associé·es dans les conditions de l'article 22.3. Elle doit être adressée par écrit au Président·e. La proposition du Conseil Coopératif ou la demande des associé·es doit être motivée et comporter un ou des projet(s) de modification soit de la composition des collèges, soit de leur nombre, soit des deux.

Indépendamment d'une modification de la composition ou du nombre des collèges de vote, le Conseil Coopératif ou des associé·es, dans les conditions prévues aux dispositions de l'article 22.3, peuvent demander à l'assemblée générale extraordinaire la modification de la répartition des droits de vote détenus par les collèges.

TITRE V ADMINISTRATION ET DIRECTION
--

Article 19 : Présidence et co-direction générale

19.1 Président·e

19.1.1 Nomination et révocation

La coopérative est administrée par un·e Président·e, personne physique associé·e, n'appartenant pas à la catégorie des salarié·es, désigné par le Conseil Coopératif.

Le·la Président·e est choisi·e par le Conseil Coopératif parmi ses membres pour une durée de 3 ans. Il·elle est rééligible dans la limite de 2 mandats. Ses fonctions prennent fin à expiration de ses fonctions de membre du Conseil Coopératif.

La révocation peut être décidée par le Conseil Coopératif.

Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages et intérêts.

19.1.2 Pouvoirs de la Présidence

Le·la Président·e dispose de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toutes circonstances au nom de la coopérative dans les limites de son objet social sous la réserve des pouvoirs conférés à l'assemblée des associé·es par la loi et les statuts.

Le Conseil Coopératif peut limiter ses pouvoirs, mais cette limitation n'est pas opposable aux tiers.

19.2 Co-Direction Générale

19.2.1 Désignation de la Co-direction Générale

La Co-direction Générale est désignée par décision du Conseil Coopératif. Elle est composée nécessairement de deux personnes physiques, salariées de la société, qui peuvent être membres du Conseil Coopératif ou non.

19.2.2 Durée du mandat de chaque Directeur·rice Général·e

La durée du mandat de la directrice générale ou du directeur général est fixée dans la décision de nomination. Le Conseil Coopératif veillera à fixer une durée différenciée entre les 2 Directeur·rices Général·es afin de favoriser les périodes de passation.

Les fonctions de Direction Générale prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire.

Le·la Directeur·rice Général·e peut démissionner de son mandat par lettre recommandée adressée au Conseil Coopératif, sous réserve de respecter un préavis d'un (1) mois, lequel pourra être réduit par le Conseil Coopératif qui aura à statuer sur le remplacement du·de la Directeur·rice Général·e démissionnaire.

Le·la Directeur·rice Général·e peut être révoqué·e à tout moment, sur motivation et par décision du Conseil Coopératif. Cette révocation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

En outre, le·la Directeur·rice Général·e est révoqué·e de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- Interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Directeur Général personne physique ;
- Mise en redressement ou liquidation judiciaire, interdiction de gestion ou dissolu-

tion du Directeur·rice Général·e personne morale.

19.2.3 Pouvoirs des Directeur·rices Général·es

En application de l'article L.227-6 du Code de commerce, Le·la Directeur·rice Général·e dispose des mêmes pouvoirs que le·la Président·e pour engager la Société vis-à-vis des tiers.

L'étendue des pouvoirs délégués à la direction générale est déterminée par décision du Conseil Coopératif.

A l'égard de la Société et des associé·es, le·la Directeur·rice Général·e supporte les mêmes limitations que celles qui s'imposent à la Présidence. Le Conseil Coopératif peut limiter ses pouvoirs, mais cette limitation n'est pas opposable aux tiers.

19.2.4 Délégation

Le·la Directeur·rice Général·e est autorisé·e à consentir, sous sa responsabilité, des délégations ou substitutions de pouvoirs pour une ou plusieurs opérations ou catégories d'opérations déterminées dans la limite de ceux qui lui sont conférés par la loi et par les présents statuts. Le·la Directeur·rice Général·e en précise par écrit le contenu, les modalités et la durée.

Si le·la Directeur·rice Général·e est dans l'incapacité d'effectuer lui-même cette délégation, la collectivité des associé·es peut y procéder dans les mêmes conditions.

Le·la Directeur·rice Général·e peut, en outre, confier tous mandats spéciaux à toute personne, appartenant ou non au Conseil Coopératif, pour un ou plusieurs objets déterminés, dans les mêmes conditions.

19.2.5 Rémunération de la Co-direction Générale

Si une rémunération devait être allouée aux Directeur·rices Général·es, seul le Conseil coopératif pourrait en fixer le montant.

19.2.6 Responsabilité

Le·la Directeur·rice Général·e de la Société, est responsable envers celle-ci et envers les tiers, des infractions aux dispositions légales et réglementaires régissant les sociétés anonymes et applicables aux sociétés par actions simplifiées, des violations des présents Statuts et des fautes commises dans sa gestion ou attribution respective, dans les conditions et sous peine des sanctions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

19.2.7 Contrat de travail des Directeur·rices Général·es

La démission, le non renouvellement ou la révocation des fonctions des Directeur·rices Général·es, ne porte atteinte ni au contrat de travail éventuellement conclu par le ou les intéressés avec la Société, ni aux autres relations résultant de la double qualité d'associé·e coopérateur·rice.

Article 20 : Conseil Coopératif et Commissions

20.1 Conseil Coopératif

20.1.1 Composition du Conseil Coopératif

Il est institué un Conseil Coopératif composé de 6 membres au moins et de 12 membres au plus, nécessairement associé-es et désignés par l'assemblée générale ordinaire.

Le Conseil Coopératif est composé à minima de la manière suivante :

- Au moins 1 membre issu de la catégorie des Producteur·rices
- 1 représentant.e de chaque commission permanente qui peut être issus de toute catégorie
- 2 membres ou plus qui peuvent être issus de toutes les catégories

Les membres du Conseil Coopératif sont élus pour une durée de 3 ans et désignés parmi les associé-es personnes physiques ou personnes morales. Les membres sont rééligibles.

Les membres sont renouvelables par tiers tous les ans. Le premier tiers sortant sera désigné par tirage au sort lors de la séance.

Lorsqu'une personne morale siège au sein du Conseil Coopératif, elle est représentée par son·sa représentant·e légal·e ou toute personne désignée par lui.

Le Conseil Coopératif nomme parmi ses membres le·la Président·e de la coopérative.

20.1.2 Président·e du Conseil Coopératif

Le·la Président·e de la coopérative cumule son mandat avec celui de Président·e du Conseil Coopératif. Il assure la convocation et veille à l'animation des réunions.

20.1.3 Fonctionnement du Conseil Coopératif

Les fonctions de membre du Conseil Coopératif sont exercées à titre gratuit.

Le Conseil Coopératif est convoqué par tout moyen par le·la Président·e. Il peut également être convoqué par la moitié de ses membres. L'auteur·e de la convocation arrête l'ordre du jour de la réunion.

Le Conseil Coopératif peut être convoqué à tout moment sous réserve de respecter un délai de prévenance de 48 heures. En cas d'urgence justifiée, il peut se réunir sans avoir à respecter le délai de prévenance.

Il se réunit au moins une fois tous les 2 mois.

Les délibérations sont prises à la majorité des personnes membres présentes ou représentées ou, en présence d'un règlement intérieur, par tout type de mode de décision collective défini par celui-ci.

20.1.4 Missions du Conseil Coopératif

Le Conseil Coopératif assure une mission de coordination et de transmission d'informations entre les instances de gouvernance de la coopérative. Il est garant des grandes orientations fixées collectivement avec les associé-es et veille à leur mise en œuvre par la Présidence et la Direction Générale. Dans le cadre de cette mission, il peut opérer tout contrôle où prendre toute mesure qu'il jugera nécessaire. En outre, il assure les missions suivantes :

- La nomination et la révocation de la Présidence et des Directeur·rices Général·es
- La décision éventuelle de rémunération de la Présidence et des Directeur·rices Général·es
- La détermination des périmètres des pouvoirs du Président·e et des Directeur·rices Général·es, qui seront la cas échéant établis dans un procès-verbal du Conseil Coopératif
- La régulation de la vie des associé·es telle que prévue dans les présents statuts
- La convocation et la préparation des assemblées générales
- La proposition de répartition du résultat en vue de l'assemblée générale
- L'admission des nouveaux associé·es
- La rédaction du règlement intérieur
- La création de nouvelles commissions temporaires.

20.2 Commissions

La coopérative est composée à sa création de 3 commissions permanentes : Pilotage Ethique, Communication et Animation et de commissions temporaires. Chaque commission est composée d'un·e référent·e, membre du Conseil Coopératif, de membres volontaires issus des associé·es de la coopérative et de personnes invitées à titre consultatif.

Le·la référent·e de la commission assure la convocation aux séances de travail, veille à l'animation des réunions et assure la transmission des informations auprès du Conseil Coopératif.

Aucune décision des commissions ne peut être valide sans la présence du référent membre du Conseil Coopératif.

20.2.1 Missions des commissions

Commission Pilotage Ethique :

Elle fixe le cahier des charges et les critères de sélection :

- des nouveaux producteur·rices ou transformateur·rices qui pourront commercialiser leurs produits via la coopérative. Conformément à ces critères elle assure ainsi leur agrément.
 - Des produits qui seront commercialisés dans la coopérative
- Cette commission dispose d'un périmètre de souveraineté défini dans le règlement intérieur.

Commission Communication :

Elle fixe les orientations de la communication interne au sein de la coopérative, et coordonne leur mise en œuvre. Elle est souveraine sur les décisions qui concernent la communication interne.

Sur la communication externe à la coopérative (partenariale, institutionnelle...) elle joue un rôle d'appui et de ressources auprès de la Présidence et de la Direction Générale, qui restent décisionnaires.

Commission Animation :

Elle fixe les orientations en matière d'animation auprès du territoire, auprès des producteur·rices et des habitants, sur les sujets d'éducation à l'alimentation saine notamment. Cette commission dispose d'un périmètre de souveraineté défini dans le règlement intérieur.

TITRE VI ASSEMBLEES GENERALES
--

Article 21 : Nature des assemblées

Les assemblées générales sont : ordinaire annuelle, ordinaire réunie extraordinairement, ou extraordinaire.

Le Conseil Coopératif fixe les dates et lieux de réunion des différentes assemblées.

Article 22 : Dispositions communes et générales

22.1 Composition

L'assemblée générale se compose de tous-tes les associé-es y compris ceux admis au sociétariat au cours de l'assemblée dès qu'ils auront été admis à participer au vote.

La liste des associé-es est arrêtée par le Conseil Coopératif le 16^{ème} jour qui précède la réunion de l'assemblée générale.

22.2 Convocation et lieu de réunion

Les associé-es sont convoqué-es par le Conseil Coopératif.

A défaut d'être convoquée par le Conseil Coopératif, l'assemblée peut également être convoquée par :

- les commissaires aux comptes ;
- un-e mandataire de justice désigné-e par le tribunal de commerce statuant en référé, à la demande, soit de tout-e intéressé-e en cas d'urgence, soit d'un-e ou plusieurs associé-es réunissant au moins 5 % du capital social ;
- un-e administrateur-riche provisoire ;
- le-la liquidateur-riche.

La première convocation de toute assemblée générale est faite par lettre simple ou courrier électronique adressé aux associé-es quinze jours au moins à l'avance. Sur deuxième convocation, le délai est d'au moins dix jours.

La convocation électronique est subordonnée à l'accord préalable des associé-es et à la communication de leur adresse électronique. Il est possible de revenir à tout moment sur cet accord en informant le Conseil Coopératif par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Les délais ne tiennent pas compte du jour de l'envoi de la lettre.

La lettre de convocation mentionne expressément les conditions dans lesquelles les associé-es peuvent voter à distance.

Les convocations doivent mentionner le lieu de réunion de l'assemblée. Celui-ci peut être le siège de la société ou tout autre local situé dans le même département, ou encore tout autre lieu approprié pour cette réunion.

22.3 Ordre du jour

L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation.

Il y est porté les propositions émanant du Conseil Coopératif et les points ou projets de résolution qui auraient été communiqués vingt-cinq jours au moins à l'avance par le comité d'entreprise ou par un·e ou plusieurs associé·es représentant au moins 5 % du capital si le capital social est au plus égal à 750 000 euros.

22.4 Bureau

L'assemblée est présidée par le·la Président·e, à défaut par le doyen des membres de l'assemblée. Le bureau est composé d'un·e Président·e et de deux scrutateur·trices acceptant·es. Le bureau désigne le·la secrétaire qui peut être choisi·e en dehors des associé·es .

En cas de convocation par un·e commissaire aux comptes, par un·e mandataire de justice ou par les liquidateur·rices, l'assemblée est présidée par la personne ou par l'une de celles qui l'ont convoquée.

22.5 Feuille de présence

Il est tenu une feuille de présence comportant, par collège, les nom, prénom et domicile des associé·es, le nombre de parts sociales dont chacun·e d'eux·elles est propriétaire et le nombre de voix dont ils·elles disposent.

Elle est signée par tous les associé·es présent·es, tant pour eux-mêmes que pour ceux qu'ils·elles peuvent représenter. Elle est certifiée par le bureau de l'assemblée, déposée au siège social et communiquée à tout requérant.

22.6 Délibérations

Il ne peut être délibéré que sur les questions portées à l'ordre du jour. Néanmoins, l'assemblée peut, à tout moment, révoquer un·e ou plusieurs membres du Conseil Coopératif et procéder à leur remplacement, même si la question n'est pas inscrite à l'ordre du jour.

22.7 Modalités de votes

La nomination des membres du Conseil Coopératif est effectuée à bulletin secret. Pour toutes les autres questions il est procédé à des votes à main levée, sauf si le bureau de l'assemblée ou la majorité de celle-ci décide qu'il y a lieu de voter à bulletin secret.

22.8 Droit de vote et vote à distance

Chaque associé·e a droit de vote dans toutes les assemblées avec une voix.

Tout·e associé·e peut voter à distance dans les conditions suivantes : à compter de la convocation de l'assemblée, un formulaire de vote à distance et ses annexes sont remis ou adressés, aux frais de la société, à tout·e associé·e qui en fait la demande par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

La société doit faire droit à toute demande déposée ou reçue au siège social au plus tard six jours avant la date de réunion. Le formulaire de vote à distance doit comporter certaines indications fixées par les articles R.225-76 et suivants du code de commerce. Le formulaire doit informer l'associé-e de façon très apparente que toute abstention exprimée dans le formulaire ou résultant de l'absence d'indication de vote sera assimilée à un vote défavorable à l'adoption de la résolution. Le formulaire peut, le cas échéant, figurer sur le même document que la formule de procuration. Dans ce cas, ce sont les dispositions de l'article R.225-78 du Code de commerce qui sont applicables.

Sont annexés au formulaire de vote à distance les documents prévus à l'article R.225-76 du Code de commerce.

Le formulaire de vote à distance adressé à l'associé-e pour une assemblée vaut pour toutes les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour.

Les formulaires de vote par correspondance doivent être reçus par la société trois jours avant la réunion.

Le droit de vote de tout-e associé-e en retard dans la libération de ses parts sociales est suspendu 30 jours après mise en demeure par le Conseil Coopératif et ne reprend que lorsque la libération est à jour.

22.9 Procès-verbaux

Les délibérations des assemblées générales sont constatées par des procès-verbaux établis par les membres du bureau et signés par eux.

Ils sont portés sur un registre spécial tenu au siège social dans les conditions réglementaires.

Si, à défaut du quorum requis, une assemblée ne peut délibérer régulièrement, il en est dressé procès-verbal par le bureau de ladite assemblée.

22.10 Effet des délibérations

L'assemblée générale régulièrement convoquée et constituée représente l'universalité des associé-es et ses décisions obligent même les absent-es, incapables ou dissident-es.

22.11 Pouvoirs

Un-e associé-e empêché-e de participer personnellement à l'assemblée générale ne peut se faire représenter que par un· autre associé-e, son conjoint ou son partenaire de Pacs.

Article 23 : Assemblée générale ordinaire

23.1 Quorum et majorité

Le quorum requis pour la tenue d'une assemblée générale ordinaire est :

- sur première convocation, du cinquième des associé-es ayant droit de vote. Les associé-es ayant voté à distance ou donné procuration sont considérés comme présents.
- si ce quorum n'est pas atteint, une deuxième assemblée est convoquée. Elle délibère valablement, quel que soit le nombre d'associé-es présent-es ou représenté-es, mais seulement sur le même ordre du jour.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix exprimées, calculée selon les modalités précisées à l'article 18.1. Cependant, si les votes nuls ou les abstentions représentent plus de 50% du nombre total des membres présents ou représentés, la délibération sera ajournée.

23.2 Assemblée générale ordinaire annuelle

23.2.1 Convocation

L'assemblée générale ordinaire annuelle se tient dans les six mois de la clôture de l'exercice.

23.2.2 Rôle et compétence

L'assemblée générale ordinaire prend toutes les décisions autres que celles qui sont réservées à la compétence de l'assemblée générale extraordinaire par la loi et les présents statuts.

Elle exerce les pouvoirs qui lui sont conférés par la loi et notamment :

- approuve ou redresse les comptes,
- fixe les orientations générales de la coopérative,
- élit les membres du Conseil Coopératif et peut les révoquer,
- approuve les conventions réglementées,
- désigne les commissaires aux comptes,

23.3 Assemblée générale ordinaire réunie extraordinairement

L'Assemblée Générale Ordinaire réunie extraordinairement examine les questions dont la solution ne souffre pas d'attendre la prochaine Assemblée Générale annuelle.

Article 24 : Assemblée générale extraordinaire

24.1 Quorum et majorité

Le quorum requis pour la tenue d'une assemblée générale extraordinaire est, en application des dispositions de l'article L.225-96 du Code de commerce et des dispositions statutaires permettant de fixer un quorum plus élevé :

- sur première convocation, du tiers des associé-es ayant droit de vote. Les associé-es ayant voté par correspondance ou donné procuration sont considérés comme présents.
- si ce quorum n'est pas atteint, une nouvelle assemblée peut délibérer valablement si le quart des associé-es ayant droit de vote sont présents ou représentés à l'assemblée.

A défaut de ce quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée de deux mois au plus en continuant d'obéir aux mêmes règles de convocation et de quorum.

Les délibérations de l'assemblée générale extraordinaire sont prises à la majorité des deux tiers des voix exprimées calculée selon les modalités précisées à l'article 18.1. Cependant, si les votes nuls ou les abstentions représentent plus de 50% du nombre total des membres présents ou représentés, la délibération sera ajournée.

24.2 Rôle et compétence

L'assemblée générale extraordinaire des associé-es a seule compétence pour modifier les statuts de la Société. Elle ne peut augmenter les engagements des associé-es sans leur accord unanime.

L'assemblée générale extraordinaire peut :

- exclure un·e associé·e qui aurait causé un préjudice matériel ou moral à la coopérative,
- modifier les statuts de la coopérative,
- transformer la Société en une autre société coopérative ou décider sa dissolution anticipée ou sa fusion avec une autre société coopérative,
- créer de nouvelles catégories d'associé·es .
- modifier les droits de vote de chaque collège de vote, ainsi que la composition et le nombre des collèges.

TITRE VII COMMISSAIRES AUX COMPTES – REVISION COOPERATIVE
--

Article 25 : Commissaires aux comptes

Conformément aux dispositions des article L 227-9-1 et R227 du code de commerce, la société est tenue de désigner au moins un·e commissaire aux comptes si elle dépasse les seuils prévus dans les articles précités.

La durée des fonctions des commissaires est de six exercices. Elle est renouvelable.

Article 26 : Révision coopérative

La coopérative fera procéder tous les 5 ans à la révision coopérative prévue par l'article 19 duodécies de loi n°47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération et par le décret n°2015-706 du 22 juin 2015.

En outre, la révision coopérative devra intervenir sans délai si :

- trois exercices consécutifs font apparaître des pertes comptables ;
- les pertes d'un exercice s'élèvent à la moitié au moins du montant le plus élevé atteint par le capital ;
- elle est demandée par le dixième des associé·es;
- le ministre chargé de l'économie sociale et solidaire ou tout ministre compétent à l'égard de la coopérative en question.

Le rapport établi par le·la réviseur·e coopératif sera tenu à la disposition des associé·es quinze jours avant la date de l'assemblée générale ordinaire. Le·la réviseur·e est convoqué·e à l'assemblée générale dans les mêmes conditions que les associé·es. Le rapport sera lu à l'assemblée générale ordinaire ou à une assemblée générale ordinaire réunie à titre extraordinaire, soit par le·la réviseur·e s'il·elle est présent·e, soit par le·la Président·e de séance. L'assemblée générale en prendra acte dans une résolution.

TITRE VIII COMPTES SOCIAUX – EXCEDENTS – RESERVES
--

Article 27 : Exercice social

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre.

Article 28 : Documents sociaux

L'inventaire, le bilan, le compte de résultat de la coopérative sont présentés à l'assemblée en même temps que les rapports de la Présidence.

Conformément à l'article R.225-89 du Code de commerce, à compter de la convocation de l'assemblée générale ordinaire annuelle et au moins pendant le délai de 15 jours qui précède la date de réunion, tout-e associé-e a le droit de prendre connaissance de certains documents au siège social ou au lieu de la direction administrative, et notamment :

- le bilan ;
- le compte de résultat et l'annexe ;
- les documents annexés le cas échéant à ces comptes ;
- Le rapport de révision
- un tableau d'affectation de résultat précisant notamment l'origine des sommes dont la distribution est proposée.

Ces documents sont mis à la disposition des commissaires aux comptes un mois au moins avant la date de convocation de l'assemblée générale ordinaire annuelle. Ils sont présentés à cette assemblée en même temps que les rapports de la Présidence et des commissaires aux comptes.

Jusqu'au cinquième jour inclusivement avant l'assemblée, l'associé-e peut demander que les mêmes documents lui soient adressés.

Article 29 : Excédents

Les excédents sont constitués par les produits de l'exercice majorés des produits exceptionnels et sur exercices antérieurs et diminués des frais, charges, amortissements, provisions et impôts afférents au même exercice, ainsi que des pertes exceptionnelles ou sur exercices antérieurs et des reports déficitaires antérieurs.

L'assemblée des associé-es est tenue de respecter la règle suivante :

- 15 % sont affectés à la réserve légale, qui reçoit cette dotation jusqu'à ce qu'elle soit égale au montant le plus élevé atteint par le capital ;
- 50 % au minimum des sommes disponibles après la dotation à la réserve légale sont affectés à une réserve statutaire ;
- Il peut être distribué un intérêt aux parts sociales dont le montant sera déterminé par l'assemblée générale et qui ne peut excéder les sommes disponibles après dotations aux réserves légale et statutaire. Il ne peut être supérieur au taux moyen de rendement des

obligations des sociétés privées publié par le ministère chargé de l'économie en vigueur. Toutefois, les subventions, encouragements et autres moyens financiers versés à la société par les collectivités publiques, leurs groupements et les associations ne sont pas pris en compte pour le calcul de l'intérêt versé aux parts sociales et, le cas échéant, des avantages ou intérêts servis en application des articles 11 et 11bis de la loi du 10 septembre 1947.

Les parts sociales ouvrant droit à rémunération sont celles qui existaient au jour de la clôture de l'exercice et qui existent toujours à la date de l'assemblée générale ordinaire annuelle.

Le versement des intérêts aux parts sociales a lieu au plus tard neuf mois après la clôture de l'exercice.

Article 30 : Impartageabilité des réserves

Quelle que soit leur origine ou leur dénomination, les réserves ne peuvent jamais être incorporées au capital et donner lieu à la création de nouvelles parts ou à l'élévation de la valeur nominale des parts, ni être utilisées pour libérer les parts souscrites, ni être distribuées, directement ou indirectement, au cours de la vie de la coopérative ou à son terme, aux associé-es ou travailleurs-euses de celle-ci ou à leurs héritiers et ayants droit.

Les dispositions de l'article 15, des 3^{ème} et 4^{ème} alinéas de l'article 16 et l'alinéa 2 de l'article 18 de la loi 47-1775 du 10 septembre 1947 ne sont pas applicables à la Société.

TITRE IX DISSOLUTION - LIQUIDATION - CONTESTATION
--

Article 31 : Perte de la moitié du capital social

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, l'actif net devient inférieur à la moitié du capital social, l'assemblée générale doit être convoquée à l'effet de décider s'il y a lieu de prononcer la dissolution de la coopérative ou d'en poursuivre l'activité. La résolution de l'assemblée fait l'objet d'une publicité.

Article 32 : Expiration de la coopérative – Dissolution

A l'expiration de la coopérative, si la prorogation n'est pas décidée, ou en cas de dissolution anticipée, l'assemblée générale règle la liquidation conformément à la loi et nomme un ou plusieurs liquidateurs investis des pouvoirs les plus étendus.

Après l'extinction du passif et paiement des frais de liquidation et, s'il y a lieu, des répartitions différées, les associé-es n'ont droit qu'au remboursement de la valeur nominale de leurs parts, sous déduction, le cas échéant, de la partie non libérée de celles-ci.

Le boni de liquidation sera attribué par décision de l'assemblée générale soit à d'autres coopératives ou unions de coopératives, soit à des œuvres d'intérêt général ou professionnel.

Article 33 : Arbitrage

Toutes contestations qui pourraient s'élever au cours de la vie de la coopérative ou de sa liquidation, soit entre les associé-es ou anciens associé-es et la coopérative, soit entre les associé-es ou anciens associé-es eux-mêmes, soit entre la coopérative et une autre société coopérative d'intérêt collectif ou de production, au sujet des affaires sociales, notamment de l'application des présents statuts et tout ce qui en découle, ainsi qu'au sujet de toutes affaires traitées entre la coopérative et ses associé-es ou anciens associé-es ou une autre coopérative, seront soumises :

- à l'arbitrage de la commission d'arbitrage de la CG Scop, sous réserve de l'adhésion de la société à la Confédération Générale des Scop
- ou à l'intervention d'un médiateur externe

Les sentences arbitrales sont exécutoires, sauf appel devant la juridiction compétente.

Pour l'application du présent article, tout-e associé-e doit faire élection de domicile dans le département du siège et toutes assignations ou significations sont régulièrement données à ce domicile. A défaut d'élection de domicile, les assignations et significations sont valablement faites au parquet de Monsieur Le Procureur de la République, près le tribunal de grande instance du siège de la coopérative.